

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse encore une fois au ministre de l'Industrie et du Commerce. Compte tenu des sommes énormes en jeu, peut-il nous dire s'il va prendre des mesures pour s'assurer qu'à l'avenir le financement de la SEE sera réparti plus équitablement entre les hommes d'affaires du Canada, et qu'on ne permettra plus de prêts de 130 millions de dollars comme dans le cas de la Marine Industries Ltd., mêlée au scandale du dragage, étant donné que ces prêts sont accordés à un taux d'intérêt de 7 p. 100, ce qui veut dire que les Canadiens subventionnent énormément ces quelques sociétés?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais savoir si le député veut dire que la Société pour l'expansion des exportations ne doit pas faire le maximum d'efforts pour promouvoir les exportations. Il me semble qu'il met en doute tout le programme. Dans l'affirmative, je me ferai un plaisir d'en discuter avec lui. Quant à l'argent disponible pour d'autres entreprises, il est certain que nous faisons de notre mieux pour agir comme il le dit, et si le député connaît quelque part au Canada une entreprise qui a des débouchés à l'étranger et qui peut être aidée par un prêt de la Société pour l'expansion des exportations, je la prendrai par la main pour l'emmener moi-même à la banque.

* * *

LES IMMEUBLES FÉDÉRAUX

VANCOUVER—L'EMPLACEMENT DU NOUVEAU BUREAU DE L'IMPÔT—LA CONFÉRENCE SUR L'HABITAT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, il y a quelque temps, j'ai posé aux ministres des Travaux publics et du Revenu national une question au sujet du nouvel emplacement du bureau de l'impôt à Vancouver. Comme le bâtiment existant devait être utilisé pour la Conférence sur l'habitat et que cette conférence doit avoir lieu à Vancouver dans trois mois environ, j'aimerais demander au ministre quelles dispositions on a prises pour abriter le bureau de l'impôt et où aura lieu la Conférence sur l'habitat?

L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je vais devoir prendre note de cette question.

* * *

LE COMMONWEALTH

LA POSSIBILITÉ D'ADHÉSION DU PAKISTAN

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, en raison de la visite du premier ministre du Pakistan, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il y a le moindre indice ou espoir nous permettant de croire que le Pakistan se joindra au Commonwealth dans un proche avenir?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, en toute honnêteté, je ne puis répondre à cette question. Le premier ministre et moi-même en avons discuté à plusieurs reprises dans des circonstances différentes. Bien sûr, je ne saurais dire quelle sera sa réponse

Questions orales

ou sa position. Je puis assurer au député qu'on a discuté de la question du Commonwealth.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME DE STABILISATION DES REVENUS DES NAISSSEURS—LA DATE DE L'ANNONCE

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, étant donné que de nombreux naisseurs vont devoir, d'ici quelques mois, effectuer des paiements auxquels ils ne sont pas en mesure de faire face, le ministre de l'Agriculture va-t-il annoncer très prochainement ses propositions pour 1976, pour permettre à ces éleveurs de laisser un espoir aux banquiers et éviter que ces derniers ne les harcèlent?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à cette question plusieurs fois à la Chambre. J'ai déclaré que nous espérons pouvoir annoncer dans un proche avenir un programme concernant l'élevage bovin. J'ai dit que ce programme serait en vigueur au cours de l'année civile 1976.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA POSSIBILITÉ D'UN ÉCHANGE DE BLÉ CANADIEN CONTRE DU PÉTROLE VÉNÉZUÉLIEN

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, étant donné son récent voyage au Venezuela le premier ministre nous dirait-il s'il a eu des entretiens avec les autorités de ce pays en vue de conclure un accord prévoyant la vente de blé à ce pays en échange de son pétrole. Dans l'affirmative, peut-il nous informer de l'issue de ces entretiens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, dans le cadre des entretiens concernant le commerce, nous avons abordé la question des réserves de divers produits alimentaires, surtout en vue de réduire le déficit de notre balance commerciale avec le Venezuela, déficit dû aux fortes importations de pétrole dans l'Est. J'ai abordé vaguement cette question qui a été reprise de façon plus concrète par les responsables vénézuéliens. Je ne puis annoncer la conclusion d'un accord particulier à cet égard, mais les deux parties ont convenu de tout faire pour favoriser leurs intérêts mutuels.

* * *

LES FINANCES

LE CONTRÔLE DES REVENUS DES AGENTS D'ASSURANCE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Finances, ma question s'adresse à son secrétaire parlementaire. En Colombie-Britannique récemment tous les tarifs d'assurance de l'ICBC ont doublé et le revenu de 8 agents privés qui vendent cette assurance a également connu une hausse importante. Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire si le ministre contrôle le revenu de ces agents en Colombie-Britannique, étant donné que les assurés, eux, sont touchés par un blocage des salaires, alors que les agents jouissent parfois d'une importante augmentation de revenu, augmentation nettement supérieure à ce que prévoient les directives du gouvernement fédéral?